

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 5 décembre 2019

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Troussel, M. Bedreddine, Mme Grosbois, M. Constant, Mme Valls, M. Sadi, M. Molossi, M. Laporte, Mme Thibault, M. Hanotin, M. Bluteau, M. Grandin, Mme Coppi, Mme Lagarde, Mme Saïd-Anzum

ÉTAIENT EXCUSÉS :

M. Guiraud donnant pouvoir à M. Troussel
Mme Laroche donnant pouvoir à M. Molossi
Mme Cerrigone donnant pouvoir à Mme Coppi
Mme Maroun donnant pouvoir à M. Grandin

ÉTAIENT ABSENTS :

Mme Derkaoui, Mme Abomangoli, Mme Capanema, Mme Labbé, M. Taïbi, M. Hervé, Mme Valleton, M. Monany, M. Chevreau, M. Prudhomme



Délibération n° 05-21 du 5 décembre 2019

PARCOURS DE DÉCOUVERTE DES MÉTIERS : « À TABLE ! DE LA GRAINE AU RECYCLAGE » 2019-2020 – SUBVENTIONS – AJUSTEMENT DE LA DOTATION COMPLÉMENTAIRE.

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

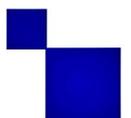
Vu la délibération du conseil départemental n° 2015-IV-15 du 2 avril 2015 lui donnant délégation,

Sur le rapport du président du conseil départemental,

après en avoir délibéré,

- ATTRIBUE des subventions aux collèges suivants, au titre du parcours de découverte des métiers « A table ! De la graine au recyclage » :

- Didier Daurat au Bourget : 3 240 euros,
- Romain Rolland à Clichy-sous-Bois : 3 240 euros,
- Jacques Prévert à Noisy-le-Grand : 3 240 euros,
- Le Clos Saint Vincent à Noisy-le-Grand : 3 240 euros ;



- ATTRIBUE une dotation complémentaire au titre des crédits du réseau d'éducation prioritaire pour l'année 2019 au collège Pierre-André Houël à Romainville pour un montant de 1 455,15 euros.

Pour le président du conseil départemental
et par délégation,

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.